



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
16 au 31 juillet 2023**



## Table des matières

<b>Mission inclusion</b> .....	<b>4</b>
<b>UQAM</b> .....	<b>4</b>
« Philanthropie et communautés marginalisées » : retour sur certains points forts de cette journée de discussion.....	<b>5</b>
PhiLab – 19 juillet 2023 – site web .....	<b>5</b>
<b>Champs d'action au Québec</b> .....	<b>7</b>
<b>Garantir la sécurité alimentaire pour lutter contre la pauvreté</b> .....	<b>8</b>
Métro – 16 juillet 2023 – site web .....	<b>8</b>
<b>Été comme hiver, pas facile pour les itinérants de Québec</b> .....	<b>11</b>
Radio-Canada – 17 juillet 2023 – site internet.....	<b>11</b>
<b>Minwashin reçoit 220 000 \$ de Québec</b> .....	<b>13</b>
Le Citoyen de la Vallée-de-l'Or – 19 juillet 2023 - p. 5 .....	<b>13</b>
<b>Des organismes soutiennent que le Canada n'atteindra pas ses cibles de développement</b> .....	<b>15</b>
LA PRESSE CANADIENNE (via Les Affaires) – 19 juillet 2023 – site web .....	<b>15</b>
<b>Les itinérants au Palais des congrès de Montréal, « c'est rendu fou »</b> .....	<b>16</b>
Radio-Canada – 19 juillet 2023 – site web .....	<b>16</b>
<b>Centraide Hautes-Laurentides investit plus de 320 000 \$ dans la communauté</b> .....	<b>20</b>
L'Info du Nord – 19 juillet 2023 - p. 7 .....	<b>20</b>
<b>Une atteinte à l'exercice des droits et libertés</b> .....	<b>22</b>
La Presse+ (LA PRESSE) - 21 juillet 2023 - page débats_5 .....	<b>22</b>
<b>1,5 M\$ pour les sites de consommation supervisée à Montréal</b> .....	<b>24</b>
Métro – 21 juillet 2023 – site web .....	<b>24</b>
<b>Deux municipalités du Val-St-François développent un système alimentaire local</b> .....	<b>27</b>
La Presse Canadienne VIA VAL OUEST – 21 juillet 2023.....	<b>27</b>
<b>Programme de supplément au loyer : 40 millions inutilisés, faute de logements</b> .....	<b>29</b>
La Presse+ - 26 juillet 2023 - p. ACTUALITÉS_3.....	<b>29</b>
<b>«On s'assure que les gens qui vivent de l'endettement ne se privent pas de manger» - Rachel Nadeau</b> .....	<b>33</b>
L'Express Drummondville – 26 juillet 2023 – site web .....	<b>33</b>
<b>Offrons des vacances aux sans-abri</b> .....	<b>35</b>
La Presse+ (La PRESSE) – 26 juillet 2023 - p. DÉBATS_4 .....	<b>35</b>
<b>Petit campement d'itinérants devenu grand</b> .....	<b>37</b>
La Voix de l'Est (Groupe Capitales Médias) – 27 juillet 2023 – site web .....	<b>37</b>
<b>Champs d'action à l'international</b> .....	<b>39</b>
<b>Manque de fonds Le Programme alimentaire mondial réduit son aide à Haïti</b> .....	<b>40</b>
Associated Press (via La Presse) – 17 juillet 2023 – site web .....	<b>40</b>
<b>Sécurité alimentaire au Nigeria : Le président Bola Tinubu déclare l'état d'urgence</b> .....	<b>41</b>



BBC News – 17 juillet 2023 – site web .....	41
<b>AUJOURD'HUI L'ÉCONOMIE : Pourquoi la sécurité alimentaire demeure insuffisante</b>	<b>43</b>
RFI – 24 juillet 2023 – site web.....	43
<b>L'Inde interdit l'exportation de riz blanc non basmati</b>	<b>45</b>
La Presse – 28 juillet 2023 – site web .....	45
<b>Nigeria : le président débloque 200.000 tonnes de céréales</b>	<b>47</b>
TV5MONDE – 31 juillet 2023 – site web .....	47



**Mission inclusion**



## « Philanthropie et communautés marginalisées » : retour sur certains points forts de cette journée de discussion

PHILAB – 19 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par Tondtoulle Patrick Yoda , étudiant du PhiLab et candidat au doctorat en administration à l'ESG UQAM

<https://philab.uqam.ca/blogue-accueil/philanthropie-et-communautés-marginalisées-retour-sur-certains-points-forts-de-cette-journée-de-discussion/>

Certaines communautés et certaines causes sont invisibles aux yeux des donateurs ou donatrices et d'organisations caritatives. Pour élever le débat face à ce problème, le PhiLab Québec a organisé le 12 mai 2023, avec la fondation Mirella et Lino Saputo, un colloque ayant pour objectif d'attirer l'attention sur la situation particulière de deux groupes peu visibles sur le radar de l'action philanthropique : les communautés noires et les personnes âgées. Réunissant plus d'une quarantaine de participant·e·s de divers organismes (Mission inclusion, Béati, Collectif, Shift, Présage, Luc maurice, La Croix-Rouge ...), ce colloque a été ponctué par diverses présentations et activités, dont un atelier de discussion afin de stimuler les échanges. Les discussions ont porté sur les actions et stratégies à mettre en place pour augmenter l'intérêt des acteurs philanthropiques envers ces causes invisibilisées, réfléchir sur les obstacles à surmonter pour placer ces causes au cœur des modalités d'intervention des fondations, mais aussi sur les ressources à mobiliser pour soutenir davantage ces causes invisibles.

### Augmenter l'intérêt des acteurs philanthropiques pour les causes invisibilisées

Les discussions ont souligné l'importance d'un engagement soutenu et structurant de la part du milieu philanthropique, et ce, tant pour la cause âgée que pour les populations noires. Cela exige de repenser en profondeur l'approche et le fonctionnement des organisations philanthropiques, que ce soit pour intéresser les donateurs et donatrices à ces causes et/ou pour y rediriger plus de ressources. En outre, les causes invisibilisées pourraient être propulsées par une approche clientéliste consistant à placer les communautés et les causes invisibles au cœur des débats en philanthropie. À cette fin, plusieurs participant·e·s ont plaidé afin que des représentant·e·s de la diversité soient plus présent·e·s au sein des fondations, et, a fortiori, dans les conseils d'administration. Cela a été identifiée comme un moyen qui permettrait d'accroître la sensibilité d'un conseil d'administration eu égard à certaines communautés et causes trop souvent invisibilisées. Finalement, en adoptant une approche intersectionnelle, les acteurs de la philanthropie pourraient rendre visible ce qui est invisibilisé lorsqu'on observe les problèmes à partir d'une seule lentille, d'un seul point de vue.

### Mobiliser une diversité de ressources pour soutenir les causes invisibilisées

Les ressources sont rares pour soutenir les communautés et les causes invisibilisées. Bien que les besoins financiers soient déterminants pour développer des actions en faveur des communautés invisibilisées, d'autres ressources sont également indispensables pour accompagner ces actions. Globalement, les OBNL manquent de ressources humaines, de données, de représentativité, de capacités de recherche et d'innovation. Par exemple, les capacités en recherche permettraient d'obtenir des données sur les causes invisibilisées afin de développer des actions plus ciblées. À cet effet, la création d'un fonds pour la recherche intersectionnelle en philanthropie serait fort utile. Par ailleurs, les discussions ont soutenu que les causes invisibilisées peuvent devenir visibles grâce à l'appui de personnes clés dans les paliers



gouvernementaux, la bonne gouvernance dans les fondations privées, la communication à travers les influenceurs et les réseaux sociaux, l'implication de représentants des grands réseaux communautaires ou religieux.

À l'issu de cette journée de discussion sur les communautés et les causes invisibilisées en philanthropie, les débats ont permis de pointer les stratégies et les ressources à déployer pour que les communautés noires et les personnes âgées, deux groupes invisibilisées aux yeux des acteurs philanthropiques soient davantage pris en compte. Les discussions ont surtout mis en évidence la nécessité de conduire des projets de recherche en philanthropie sur les réalités des communautés invisibilisées. De tels projets de recherche pourraient permettre de susciter l'intérêt des acteurs philanthropiques pour les communautés et les causes invisibilisées.

[Lien internet](#)



**Champs d'action au Québec**



## **Garantir la sécurité alimentaire pour lutter contre la pauvreté**

MÉTRO – 16 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://journalmetro.com/societe/3119876/garantir-la-securite-alimentaire-pour-lutter-contre-la-pauvrete/>

La consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté est l'occasion de remettre la question de l'insécurité alimentaire sur la table

La consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui s'est achevée le 30 juin dernier dans le cadre de l'élaboration du quatrième plan d'action gouvernemental, semble être l'occasion pour plusieurs organismes de remettre la question de l'insécurité alimentaire sur la table.

C'est le cas de la banque alimentaire du Réseau d'Entraide Verdun, qui dénonce une pénurie de services d'aide alimentaire d'accès universel à Montréal.

La consultation publique sur la stratégie de lutte contre la pauvreté est d'une importance majeure, puisqu'elle est l'occasion unique de sensibiliser le public à la réalité de la pauvreté extrême, explique Rudi Svaldi, directeur communautaire du Réseau d'Entraide Verdun. Ce dernier, avec l'aide de ses bénévoles, a profité de cette période de consultation pour faire la revue des services alimentaires communautaires du Grand Montréal offrant un service d'accès universel. Ce qu'il constate, c'est une pénurie importante de ce type d'organismes à Montréal.

Sur 200 organismes de bienfaisance enregistrés à Montréal, spécifiquement destinés à soulager la pauvreté, moins de 10% d'entre eux étaient à accès universel, affirme monsieur Svaldi. Les services d'aide alimentaire d'accès universel sont des services offerts sans rendez-vous et sans justificatifs, pour les situations d'urgence. Avec ce type de services, tout le monde peut donc avoir accès à l'aide alimentaire sans en justifier la raison.

C'est ce que propose le Réseau d'Entraide Verdun, qui est situé sur la rue Wellington. L'organisme d'aide alimentaire ne demande aucun document aux personnes se présentant à la distribution de paniers alimentaires chaque lundi. Quelle preuve faut-il de plus lorsqu'on voit que ces personnes sont prêtes à attendre deux heures pour obtenir un panier d'épicerie ?, demande Rudi Svaldi.

### Un problème de définition

Dans le cadre de la consultation publique, les organisations québécoises étaient invitées à répondre à un questionnaire et à envoyer un mémoire en lien avec la thématique à l'intention du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Dans le mémoire envoyé par l'organisme d'aide alimentaire de Verdun, plusieurs problématiques ont été soulevées. L'une d'entre elles dénonce la dualité qui persisterait entre la définition d'un organisme à action communautaire et celle d'un organisme de bienfaisance. Notre organisation se situe à la croisée de deux approches de l'action communautaire. Ce positionnement hybride suscite des interrogations quant à notre identité, explique le directeur communautaire.

Cette dualité se serait manifestée en 2011 lorsque l'enregistrement de l'organisation en tant qu'organisme de bienfaisance a été suspendu par le gouvernement fédéral, car elle avait intégré





des cuisines collectives à son service de dépannage alimentaire. Cela avait été perçu comme une divergence à sa mission de bienfaisance enregistrée. Ironiquement, ce programme était subventionné par la Ville de Montréal, qui voyait l'intérêt d'intégrer les cuisines collectives dans notre approche de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale , peut-on lire dans le mémoire.

Cette dualité donnerait alors aux organismes une perception limitée de leurs actions. Pour garantir la sécurité alimentaire, il est essentiel de prendre en compte à la fois les aspects à court terme et à long terme de l'urgence alimentaire , croit l'organisme.

Pour Rudi Svaldi, il faudrait pour cela reconnaître l'aide aux démunies, et arriver à relever le défi de la pauvreté extrême en considérant de manière plus poussée les services d'aide à l'urgence alimentaire.

L'enjeu de la pauvreté extrême est plus que jamais d'actualité au Québec. Il faut souligner l'importance de la responsabilité des provinces et des municipalités en matière de lutte contre la pauvreté dans un contexte de crise du logement et d'inflation.

L'homme se dit tout de même satisfait de la collaboration qu'il a réussi à obtenir avec l'Arrondissement de Verdun dans le cadre d'un projet d'urgence alimentaire visant à développer l'apport en protéine de leur service de paniers alimentaires. Ce projet représente un investissement de 37 000\$ pour la municipalité.

#### Repenser la solidarité

Pour Chantal Rouleau, la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, cette consultation représente l'occasion de repenser la solidarité. Il s'agit d'un formidable exercice démocratique qui permettra d'influencer le processus décisionnel , a déclaré la ministre.

Contacté par Métro, le réseau des Banques alimentaires du Québec (BAQ) dit également avoir transmis un mémoire dans le cadre de la consultation. Le réseau dessert un panier de provisions à plus de 670 000 personnes chaque mois. Le 7 juillet dernier, l'organisation s'est vue octroyer une aide financière de 20 M\$ pour améliorer les infrastructures de son réseau et pour renouveler une partie de sa flotte de véhicules de livraisons.

Selon le réseau, lutter contre la pauvreté passerait par une amélioration du filet social québécois. Il faut augmenter le pouvoir d'achat des personnes moins nanties grâce à des mesures de redressement de leurs revenus et d'allègement du coût de la vie , peut-on lire dans le mémoire. Pour Martin Munger, directeur général des Banques alimentaires du Québec, il n'est pas normal que des personnes à faible revenu puissent souffrir d'insécurité alimentaire. Nous sommes dans une société où l'économie roule à fond. Je pense qu'il faut réussir à mieux se partager les richesses , explique-t-il.

Le réseau dit subir une énorme pression causée par l'ampleur du nombre de demandes. En 2022, 62% des organismes du réseau avaient déclaré manquer de denrées.

Une rencontre entre les représentants d'organismes québécois et la ministre Chantal Rouleau en lien avec la consultation devrait avoir lieu au courant de l'automne prochain.



## L'insécurité alimentaire en chiffres

Selon les données d'un sondage de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) datant de mars 2023, 24 % des adultes québécois vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

Avant la pandémie, près de 500 000 personnes se rendaient à une banque alimentaire du Québec chaque mois. En 2022, ce chiffre aurait subi une hausse de 33%, selon le dernier Bilan-Faim.

Dans son budget 2023-2024, le gouvernement du Québec a prévu 125 M\$ pour soutenir les organismes communautaires et renforcer la sécurité socioéconomique des plus vulnérables.

[Retour à la table des matières](#)



## Été comme hiver, pas facile pour les itinérants de Québec

RADIO-CANADA – 17 JUILLET 2023 – SITE INTERNET

Par : Jérémie Camirand

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1996871/benevole-pauvrete-organisme-quebec-ete-saison-estivale#:~:text=%C3%89t%C3%A9%20comme%20hiver%2C%20les%20personnes,ressources%20et%20de%20b%C3%A9n%C3%A9voles%2C%20encore.>

Été comme hiver, les personnes en situation d'itinérance ne comptent plus les embûches, à Québec. Au cœur de cette situation complexe, le manque de ressources et de bénévoles, encore.

Au Café rencontre, dans le quartier Saint-Roch, on sert en moyenne près de 280 repas par jour à un prix modeste pour venir en aide aux personnes en situation précaire.

75 cents le déjeuner, 75 cents le repas complet, explique Patrice Lescoute, directeur général de l'établissement qui existe depuis plus de 35 ans.

Avant la pandémie, leur salle était ouverte toute la journée pour y accueillir les gens entre les repas. Depuis, faute de personnel notamment, la salle demeure ouverte, mais à un petit nombre de personnes.

Nous aussi, on a manqué de personnel pas mal. On est en train de se restructurer un petit peu, raconte M. Lescoute.

Le Café rencontre compte sur 31 employés et une trentaine de bénévoles. Il en faudrait une dizaine de plus pour répondre à tous les besoins de l'organisme, précise Patrice Lescoute.

L'organisme d'aide aux sans-abri Lauberivière compose aussi avec un nombre limité de bénévoles. Sur sa page Facebook, l'organisation a d'ailleurs lancé un appel à la population afin de regarnir ses rangs.

### Complexe

Pour Hugo Bérubé, qui vit en situation d'itinérance, peu importe la saison, les obstacles sont fréquents.

Y a pas de quoi qui permet d'être, admettons l'hiver, au chaud en continu, ou avoir un toit en continu, quand il fait de la pluie, mentionne-t-il. Il faut tout le temps que tu te déplaces.

En saison estivale, il se sent moins le bienvenu dans différents quartiers de la ville.

J'suis pas cave, là, c'est accentué, la présence policière. Ils veulent que la ville paraisse bien et pour que ça paraisse bien, les itinérants, faut pas que tu les voies, se désole-t-il.

La Ville de Québec se donne jusqu'en 2030 pour inverser la hausse de l'itinérance Hugo Bérubé s'attriste de voir la Ville de Québec opter pour des raccourcis au lieu de la solution.

La solution, c'est de développer plus d'options pour les itinérants, lâche-t-il.



## Moins de ressources

Retraité et ancien employé de l'Armée du Salut, Claude Dagenais tente de redonner un peu plus chaque jour.

Tous les lundi, mardi et mercredi, depuis trois mois, il se promène avec son petit chariot et distribue des friandises glacées et des repas congelés préparés par d'autres membres de son entourage.

Je reçois gratuitement, je donne gratuitement, c'est aussi simple que ça, explique M. Dagenais.

L'homme est aux premières loges pour observer les besoins grandissants de toutes les personnes en situation de précarité de Québec.

Ce que j'ai compris, c'est qu'il y a de moins en moins de ressources [...] et il y a de plus en plus de besoins; et ça, ça ne changera pas, ça va juste s'étirer, pense l'homme.

Avec les informations de Guylaine Bussière

[Retour à la table des matières](#)



# Minwashin reçoit 220 000 \$ de Québec

## LE CITOYEN DE LA VALLÉE-DE-L'OR – 19 JUILLET 2023 - P. 5

PAR : LUCIE CHAREST

### ACTUALITÉS

## Minwashin reçoit 220 000 \$ de Québec

Un appui du ministère de la Culture et des Communications - Le Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire du ministère de la Culture et des Communications vise à soutenir des organismes dont la mission est de faciliter la participation à la vie sociale et culturelle de communautés qui peuvent rencontrer des obstacles pour ce faire.

LUCIE CHAREST | lcharest@medias.ca

« En mettant en place des activités accessibles et rassembleuses, les organismes culturels d'action communautaire permettent aux participantes et aux participants de se réaliser grâce à la pratique d'une activité artistique », a rappelé Mathieu Lacombe, ministre de la Culture et des Communications, ministre responsable de la Jeunesse, ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région de l'Outaouais.

« Ce sont tous les membres de cette nation et tous les Québécois qui bénéficieront de ce travail colossal entrepris par Minwashin »

- Daniel Bernard

Cet appui est accordé dans le cadre du Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire du ministère de la Culture et des Communications, dont la période de dépôt s'est tenue de février à avril 2023. Actuellement, ce programme reçoit un financement du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027, lancé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en mai 2022, qui vise principalement à assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire.

« Je suis fier que le gouvernement du Québec soutienne ces organismes dans leur mission de favoriser la participation à la culture, partout au Québec. Cela fait chaud au cœur de voir que par l'art, l'histoire et la médiation culturelle, notamment, leurs actions sur le terrain font la différence dans leurs communautés respectives », a poursuivi le ministre.



Ce van, transformé en studio de numérisation itinérant pour recueillir sur place différentes archives des communautés autochtones de la région, fait partie des récentes activités de Minwashin.

### À l'échelle nationale

Pas moins de 14 organismes culturels communautaires, dont deux organismes autochtones, vont bénéficier d'un soutien financier pour une somme totale de plus de 2,4 M\$ pour deux ans. Le Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire comprend deux volets, le volet général et le volet autochtone réservé aux organismes qui offrent exclusivement des services à une population autochtone.

Les objectifs d'intervention du programme sont principalement de contribuer à la santé financière des organismes culturels en action communautaire, de réduire les obstacles

à la participation culturelle et sociale et d'améliorer l'accès à la participation culturelle et sociale pour un nombre accru de personnes, de groupes et de communautés.

Le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, a profité de l'occasion pour souligner la contribution de Minwashin. « Minwashin est une jeune organisation dynamique sur le territoire et ce soutien financier l'aidera dans l'accomplissement de sa mission et dans son objectif de préservation, de soutien et faire rayonner les arts, la langue et la culture autochtone, si et souligné. Ce sont tous les membres de cette nation et tous les Québécois qui bénéficieront de ce travail colossal entrepris par Minwashin. »

**ROYAL LePAGE**  
Immobilier & Assurances  
819 727-4444

**LE CHOIX ÉQUITABLE 1,9%**  
TOUTES LES RÈGLES SONT FAITES POUR VOUS

<b>Éric Bergeron</b> Courtier immobilier 819 444-0201 eric.bergeron@royallepage.ca	<b>Linda Hamel</b> Courtier immobilier 819 727-5407 linda.hamel@royallepage.ca	<b>Renata Hecot</b> Courtier immobilier 819 444-0207 renata.hecot@royallepage.ca	<b>Michel Giguère</b> Courtier immobilier 819 442-0299 michel.giguere@royallepage.ca
---	---	---	---

<b>115-1000</b> 275 000 \$	<b>115-1000</b> 175 000 \$	<b>115-1000</b> 155 000 \$	<b>115-1000</b> 400 000 \$	<b>115-1000</b> 380 000 \$	<b>115-1000</b> 39 000 \$	<b>115-1000</b> 580 000 \$	<b>115-1000</b> 126 000 \$
-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	------------------------------	-------------------------------	-------------------------------

Un appui du ministère de la Culture et des Communications-Le Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire du ministère de la Culture et des Communications vise à soutenir des organismes dont la mission est de faciliter la participation à la vie sociale et culturelle de communautés qui peuvent rencontrer des obstacles pour ce faire.

« En mettant en place des activités accessibles et rassembleuses, les organismes culturels d'action communautaire permettent aux participantes et aux participants de se réaliser grâce à la pratique d'une activité artistique », a rappelé Mathieu Lacombe, ministre de la Culture et des Communications, ministre responsable de la Jeunesse, ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région de l'Outaouais.

Cet appui est accordé dans le cadre du Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire du ministère de la Culture et des Communications, dont la période de dépôt s'est tenue de février à avril 2023. Notons que ce programme reçoit un financement du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027, lancé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en mai 2022, qui vise principalement à assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire.

« Je suis fier que le gouvernement du Québec soutienne ces organismes dans leur mission de favoriser la participation à la culture, partout au Québec. Cela fait chaud au cœur de voir que par



l'art thérapie et la médiation culturelle, notamment, leurs actions sur le terrain font la différence dans leurs communautés respectives», a poursuivi le ministre.

À l'échelle nationale Pas moins de 14 organismes culturels communautaires, dont deux organismes autochtones, vont bénéficier d'un soutien financier, pour une somme totale de plus de 2,4 M\$ pour deux ans. Le Programme Aide au fonctionnement pour les organismes culturels d'action communautaire comprend deux volets, le volet général et le volet autochtone réservé aux organismes qui offrent exclusivement des services à une population autochtone.

Les objectifs d'intervention du programme sont principalement de contribuer à la santé financière des organismes culturels en action communautaire, de réduire les obstacles à la participation culturelle et sociale et d'améliorer l'accès à la participation culturelle et sociale pour un nombre accru de personnes, de groupes et de communautés.

Le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, a profité de l'occasion pour souligner la contribution de Minwashin. «Minwashin est une jeune organisation dynamique sur le territoire et ce soutien financier l'aidera dans l'accomplissement de sa mission et dans son objectif de préservation, de soutenir et faire rayonner les arts, la langue et la culture anicinabe, a-t-il souligné. Ce sont tous les membres de cette nation et tous les Québécois qui bénéficieront de ce travail colossal entrepris par Minwashin.» | [Icharest@medialo.ca](mailto:Icharest@medialo.ca)

Ce sont tous les membres de cette nation et tous les Québécois qui bénéficieront de ce travail colossal entrepris par Minwashin-Daniel Bernard

[Retour à la table des matières](#)



## **Des organismes soutiennent que le Canada n'atteindra pas ses cibles de développement**

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LES AFFAIRES) – 19 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://www.lesaffaires.com/secteurs/general/des-organismes-soutiennent-que-le-canada-natteindra-pas-ses-cibles-de-developpement/642317>

OTTAWA — Une coalition d'organismes de la société civile soutient que le Canada n'atteindra pas les objectifs qu'il s'était fixés pour 2030 dans le cadre d'une initiative des Nations unies visant à réduire les inégalités dans le monde.

Les «Objectifs de développement durable» sont une série de critères de référence autour de questions telles que la pauvreté et l'égalité des genres que les États ont convenu de poursuivre chez eux tout en finançant des programmes d'aide aux pays en développement.

Dans une allocution mercredi au Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations unies, à New York, la ministre canadienne de la Famille, des Enfants et du Développement social, Karina Gould, a déclaré qu'Ottawa progressait bien vers ces objectifs au Canada, notamment grâce à son programme national de garderies.

Mais une coalition d'organismes de la société civile, qui a également dépêché une délégation à New York, affirme que le Canada manque de données et de procédures de consultation adéquates pour broser le portrait de ce que vivent certains groupes, en particulier les Autochtones et les personnes handicapées.

Ces organismes, qui défendent également les femmes et les aînés, notent que le Canada n'est pas sur la bonne voie pour atteindre plusieurs objectifs d'ici la date limite de sept ans, en 2030.

La ministre Gould répond qu'elle est ouverte à de telles critiques et qu'elle assurera le suivi avec les organismes.

[Retour à la table des matières](#)



## **Les itinérants au Palais des congrès de Montréal, « c'est rendu fou »**

RADIO-CANADA – 19 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Thomas Gerbet

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1997075/itinerants-palais-congres-montreal-insecurite>

Des sans-abris habitués des lieux ont peur pour leur sécurité, des résidents fatigués crient à l'aide et des cafés ferment leur salle à manger.

« Ça fait 15 ans que je suis dans le coin du Palais des congrès et, pour moi, c'est du jamais-vu », raconte Élise, une itinérante. « La violence, la maladie mentale, la drogue, les cris, l'achalandage... c'est le pire été. » Elle s'apprête à changer de secteur. « Je ne suis plus capable d'être ici, parce que le monde est trop fou dans le coin », lance-t-elle.

Durant plusieurs jours, résidents, travailleurs et sans-abris ont partagé avec Radio-Canada leur vive inquiétude et le sentiment d'insécurité qui s'accroît à l'intérieur et à l'extérieur du Palais des congrès. Il est question de drogue, de vols, de bagarres, mais surtout d'une crise sociale sans précédent.

Début du widget Youtube. Passer le widget ? Fin du widget Youtube. Retourner au début du widget ?

Grâce à des images de caméras de surveillance, de vidéos d'amateurs et les constats que nous avons faits sur place, nous avons pu corroborer plusieurs témoignages recueillis.

J'ai des employés qui pleurent, qui n'en peuvent plus de subir des insultes, des cris, des agressions, raconte le propriétaire franchisé des deux cafés Van Houtte situés dans le Palais des congrès, Vincent Daou.

À l'entrée de la rue Saint-Urbain, des vendeurs de drogue traitent leurs affaires à la vue de tous, au milieu d'itinérants qui vont et viennent dans l'édifice. Parfois, ils prennent un coin de ma salle à manger et ils font leurs transactions, se désole M. Daou.

Il n'est pas rare que des itinérants dorment au milieu des tables et des chaises. Certains y ont même fait leurs besoins, photo à l'appui. Il n'est pas toujours aisé de les faire sortir en raison de l'état d'intoxication avancé de plusieurs et la police arrive bien souvent trop tard.

Les salles à manger vont disparaître

Dans les derniers mois, le café Tim Hortons du Palais des congrès a fermé sa salle à manger pour limiter les nuisances. Les deux cafés Van Houtte vont l'imiter la semaine prochaine, nous annonce Vincent Daou.

Il estime que la disparition des places assises va lui faire perdre 25 % de son chiffre d'affaires. On n'a pas le choix. On n'a pas le choix, répète-t-il.

Les cafés deviendront des comptoirs de vente uniquement, mais ça ne règlera pas tous les problèmes.





Certains itinérants ont pris l'habitude de demander aux clients en ligne de leur payer de la nourriture ou de leur offrir des dons en argent, de façon insistante, parfois intimidante, voire violente. Tous les jours, nous perdons des clients, déplore le propriétaire.

Des centaines de vols

Par ailleurs, Vincent Daou a recensé 1095 tentatives de vols et 765 vols de produits durant la dernière année. Ils viennent aussi voler les pourboires des employés.

L'entrepreneur raconte qu'au début, lui et ses employés couraient après les voleurs, mais ils se sont fait agresser. Lui a reçu un jet de café chaud au visage. L'un d'entre eux nous a menacés avec une arme blanche, on nous a fait du spray dans le visage, relate-t-il. Depuis, il ne poursuit plus les voleurs.

C'est triste, c'est vraiment triste. Malheureusement, ce n'est pas une belle image pour Montréal.  
- Une citation de Vincent Daou, propriétaire franchisé des cafés Van Houtte du Palais des congrès

Il déplore que les agents de sécurité du Palais n'interviennent pas dans les commerces et il se plaint des délais d'intervention de la police. Il n'a pas non plus le sentiment d'être entendu par la Ville, à qui il a écrit.

Il n'y a rien qui se passe. On parle, on parle, mais il n'y a personne. On nous répond que c'est un problème de société. Mais il faut trouver une solution pour ces gens-là, s'indigne-t-il.

La Municipalité se défend

La Ville de Montréal assure être mobilisée « comme jamais » pour faire face à la « grosse crise » de l'itinérance qui touche la métropole depuis la pandémie.

De l'argent et des intervenants dans la rue ont été ajoutés récemment. Le nombre de places en refuge a doublé depuis 2018, mais il y a toujours environ une place pour deux itinérants dans la métropole.

C'est d'ailleurs la présence de refuges à proximité du Palais des congrès et la nécessité d'attendre un coupon pour y obtenir une place durant la nuit qui expliquent la forte présence d'itinérants dans le secteur.

Un site d'hébergement s'est ajouté durant la pandémie.

Vu qu'il y a un dortoir, tous les itinérants se ramassent ici. Donc, même quand il n'y a pas de place, eh bien, tout le monde est là, explique Élise, la sans-abri habituée du quartier.

L'insécurité dénoncée par les itinérants eux-mêmes

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dit mener « des opérations ciblées » aux abords du Palais des congrès et se tient prêt à intervenir dès qu'un appel au 911 est fait à l'intérieur de l'édifice.

Mais tout cela ne convainc guère les principales victimes de la violence aux abords du Palais : les itinérants eux-mêmes



Il y en a qui sont réveillés à coups de pied ou de poing, raconte Élise.

En début de semaine, je me suis fait taxer mon chandail à coups de bâton par une itinérante autochtone.

Elle n'en peut plus des cris la nuit, des vols et de l'insécurité. Depuis quelques mois, c'est rendu « too much » pour elle.

Plus de drogue, plus de monde, plus de maladie mentale. C'est l'enfer. - Une citation deÉlise, itinérante qui vit autour du Palais des congrès

C'est complètement fou, confirme Yanni, un autre itinérant. Beaucoup de gens avec des problèmes de santé mentale ne devraient pas être dans la rue, si seulement ils avaient un logement.

Pierre, qui se promène avec un petit chien et une grosse valise, sait que les vols sont monnaie courante aux abords du Palais des congrès.

Il s'est fait voler son cellulaire à plusieurs reprises au cours des deux dernières années où il s'est retrouvé dans la rue.

C'est dangereux, dit-il. Il y a des caractères qui sont vraiment impossibles et il y a des gens qui sont malades et qui ont besoin de médication.

Les résidents apeurés n'arrivent pas à dormir

Depuis la pandémie, Jimmy Khaled et Marie-Josée Leblanc sont régulièrement réveillés par des cris sous leurs fenêtres d'un immeuble de logements locatifs qui donne sur le parc des itinérants, entre la rue De La Gauchetière et le Palais des congrès.

On n'ose plus inviter personne. - Une citation deJimmy Khaled, résident du secteur

Il se désole que ses filles, des adultes, aient maintenant peur de venir les visiter.

Des locataires inquiets pour leur sécurité, même dans le hall de leur immeuble, au nord du Palais des congrès.

Marie-Josée Leblanc raconte qu'elle « change de côté rue » et « longe le mur » par crainte pour sa sécurité. On est chez nous comme des étrangers. Honnêtement, c'est ça que je sens depuis quelques années, confie-t-elle.

La Ville nous dit qu'il faut cohabiter [avec les itinérants], mais comment cohabiter avec des gens malades? - Une citation deJimmy Khaled, résident des Habitations du centre-ville, rue De La Gauchetière

La nuit, ils nous réveillent, parce qu'il y a toujours des bagarres, raconte-t-il. Les locataires reçoivent aussi des appels à l'interphone de jour comme de nuit d'itinérants qui espèrent que l'un d'entre eux ouvrira sans poser de question.



La situation n'est pas sans rappeler les tensions dans un autre secteur du Quartier des spectacles, surnommé « l'Allée du crack » par les résidents. Ici aussi, les locataires retrouvent régulièrement des itinérants en train de consommer des drogues, dormir ou faire leurs besoins dans leurs immeubles.

Au moment du passage de Radio-Canada, des itinérants se douchaient et faisaient leur lavage dans une fontaine du parc avoisinant.

La PDG du Palais des congrès au coeur d'une crise

Il faut trouver des solutions, parce que c'est vrai que c'est invivable, admet la PDG du Palais des congrès, Emmanuelle Legault. C'est tout un défi, ajoute-t-elle.

Le Palais a triplé le nombre d'agents de sécurité depuis six mois, et il collabore avec des organismes communautaires en itinérance, la police, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.

Des décisions « crève-cœur » ont été prises, comme celle de retirer du mobilier à l'intérieur et à l'extérieur de l'édifice pour limiter le flânage.

La dirigeante rappelle que le Palais est un lieu public. On les laisse circuler, affirme-t-elle.

En revanche, ce qu'on ne tolère plus du tout, ce sont des actes agressifs. Nos agents maintenant sont invités à expulser immédiatement ces gens-là, puis à les inviter à ne plus rentrer au Palais.

Un appel à plus de tolérance

Le Palais des congrès maintient ses toilettes ouvertes aux itinérants et demande aux commerçants de ne pas discriminer ces personnes.

Dans une lettre du Palais des congrès adressée au propriétaire des cafés Van Houtte et datée du 29 mai, la société d'État le met en garde : Nous parlons d'êtres humains qui ont des droits et non d'une extermination de vermine et de rongeurs.

Le Palais des congrès ne dénigrera ni ne maltraitera cette clientèle, qui certes peut se révéler problématique en raison de certains individus, mais qui reste une partie intégrante de notre société avec des droits inviolables. - Une citation de l'Extrait de la lettre du Palais des congrès à Vincent Daou

Dans la lettre, la société d'État québécois y va également d'une critique envers les autorités. Les services offerts pour combler les besoins primaires de ces personnes semblent nettement insuffisants, écrit-elle.

[Retour à la table des matières](#)



## Centraide Hautes-Laurentides investit plus de 320 000 \$ dans la communauté L'INFO DU NORD – 19 JUILLET 2023 - P. 7

PAR : RONALD MCGREGOR

### Centraide Hautes-Laurentides investit plus de 320 000 \$ dans la communauté

**RONALD MCGREGOR**  
rmcgregor@inmedias.ca

**Centraide Hautes-Laurentides (CHL) annonce un investissement social de plus de 320 000 \$ dans les communautés de son territoire. Plusieurs organismes sont touchés par cette annonce.**

Selon l'organisme, « cette contribution renforcera indéniablement le tissu social de nos régions, soutenant ainsi des organismes et des projets communautaires visant à briser le cycle de la pauvreté et de l'exclusion sociale ».

Laure Voilquin, directrice au développement et partenariats, indique également que cette somme « sera investie dans des actions et des initiatives pertinentes et structurantes visant à changer véritablement la trajectoire de vie des personnes les plus vulnérables ».

La directrice mentionne que l'attrait des Hautes-Laurentides, par des séjours touristiques ou tout bonnement pour venir s'y établir, cache néanmoins un problème inquiétant, celui qu'une « bonne partie de sa population fait toujours face à de nombreux enjeux sociaux majeurs ».

**PROBLÈMES MÉCONNUS**  
Miree Volquin annonce la nature de ces

problèmes méconnus, soulignant qu'en matière de santé mentale au cours des 16-25 ans, au moins 50 % d'entre eux présentent des symptômes d'anxiété ou de dépression, modérés à sévères ».

Mais il y a plus encore.

Laure Voilquin rappelle que les demandes en sécurité alimentaire augmentent sans freiner alors que la pénurie de logements abordables est maintenant un enjeu capital sur le territoire. Selon elle, cela entraîne « des répercussions qui se traduisent en partie par une aggravation de l'insécurité et des problèmes liés à la santé mentale ».

#### LES ORGANISMES TOUCHÉS

Les organismes qui reçoivent le coup de pouce financier de CHL, sont : dans la MRC Antoine-Labelle : Centre d'action bénévole Lison Sébaste, Centre de pédiatrie sociale en communauté d'Antoine Labelle, Cultiver pour nourrir, La Griffe d'Alpha, Maison Lyse-Beauchamp et Méseurs alternatives des Vallées-Nord (MAVN) pour le projet « S'en parler d'abord pour mieux se comporter ensemble ».

Dans la MRC des Laurentides : 159 rue Principale, Bauffe laurentienne, La Croisée des Laurentides, l'Envoïe RASM, Ressource alternative en santé mentale, Maison du jeune de Labelle, Maison des jeunes de Mont-Tremblant, Tomada Jeunesse, Maison de la famille du Nord et Parents Uniques des Laurentides.

Au régional, c'est-à-dire que les organismes ont un impact dans les 2 MRC : Conseil régional de développement social des Laurentides, l'Écluse des Laurentides, Mission Laurentides dans le cadre du partenariat avec la Guignolle des Médias et Prévoyance enser les allés des Laurentides.

Centraide investit également dans des initiatives comme le 211, programme d'aide, comités et tables de concertation en développement social.



Centraide Hautes-Laurentides vient en aide à plusieurs organismes une fois de plus et déplore l'augmentation des demandes d'aides alimentaires. (Photo: André St-Onge)

Centraide Hautes-Laurentides (CHL) annonce un investissement social de plus de 320 000 \$ dans les communautés de son territoire. Plusieurs organismes sont touchés par cette annonce.

Selon l'organisme, « cette contribution renforcera indéniablement le tissu social de nos régions, soutenant ainsi des organismes et des projets communautaires visant à briser le cycle de la pauvreté et de l'exclusion sociale ».

Laure Voilquin, directrice au développement et partenariats, indique également que cette somme « sera investie dans des actions et des initiatives pertinentes et structurantes visant à changer véritablement la trajectoire de vie des personnes les plus vulnérables ».

La directrice mentionne que l'attrait des Hautes-Laurentides, par des séjours touristiques ou tout bonnement pour venir s'y établir, cache néanmoins un problème inquiétant, celui qu'une « bonne partie de sa population fait toujours face à de nombreux enjeux sociaux majeurs ».



**PROBLÈMES MÉCONNUS** Mme Voilquin avance la nature de ces problèmes méconnus, soulignant qu'en matière de santé mentale auprès des 16-25 ans, au moins 50 % d'entre eux «présentent des symptômes d'anxiété ou de dépression modérés à sévères».

Mais il y a plus encore.

Laure Voilquin rappelle que les demandes en sécurité alimentaire augmentent sans freiner alors que la pénurie de logements abordables est maintenant un enjeu capital sur le territoire. Selon elle, cela entraîne «des répercussions qui se traduisent en TOURNOI DE partie par une augmentation de l'itinérance et des problèmes liés à la santé mentale».

**LES ORGANISMES TOUCHÉS** Les organismes qui reçoivent le coup de pouce financier de CHL, sont, dans la MRC Antoine-Labelle: Centre d'action bénévole Léonie Bélanger, Centre de pédiatrie sociale en communauté d'Antoine-Labelle, Cultiver pour nourrir, La Griffes d'Alpha, Maison Lyse-Beauchamp et Mesures alternatives des Vallées-du-Nord (MAVN) pour le projet «S'en parler d'abord pour mieux se comporter ensemble».

Dans la MRC des Laurentides: 159 rue Principale, Bouffe laurentienne, La Croisée des Laurentides, L'Envolée RASM, Ressource alternative en santé mentale, Maison de jeunes de Labelle, Maison des jeunes de Mont-Tremblant, Tornade Jeunesse, Maison de la famille du Nord et Parents Uniques des Laurentides.

Au régional, c'est-à-dire que les organismes ont un impact dans les 2 MRC: Conseil régional de développement social des Laurentides, L'Écluse des Laurentides, Moisson Laurentides dans le cadre du partenariat avec la Guignolée des Médias et Prévoyance envers les aînés des Laurentides.

Centraide investit également dans des initiatives comme le 211, programme d'aide, comités et tables de concertation en développement social.

[Retour à la table des matières](#)



## Une atteinte à l'exercice des droits et libertés

LA PRESSE+ (LA PRESSE) - 21 JUILLET 2023 - PAGE DÉBATS\_5

Par : Myrlande Pierre; Suzanne Arpin, Vice-présidente responsable du mandat Charte, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ; Vice-présidente responsable du mandat Jeunesse, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse  
<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2023-07-21/pauvrete/une-atteinte-a-l-exercice-des-droits-et-libertes.php>

Au moment où le gouvernement conclut sa consultation pour l'élaboration du prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'actualité nous rappelle avec force que la pauvreté et ses différentes manifestations ne prennent malheureusement pas de vacances : pénurie de logement, augmentation du recours aux banques alimentaires, hausse marquée du nombre de personnes en situation d'itinérance et manque de ressources d'aide pour répondre à leurs besoins, augmentation du coût de la vie, etc. Bien plus qu'un simple enjeu économique, la pauvreté constitue une atteinte à l'ensemble des droits et libertés protégés par la Charte québécoise, y compris le droit à l'égalité.

Mobilisant l'ensemble des responsabilités que lui confie la Charte, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (la Commission) a formulé d'importantes recommandations en la matière. La Commission exprime aujourd'hui de vives inquiétudes face à l'absence de réponses appropriées à celles-ci.

Déjà, en 2003, la Commission soulignait notamment que la mise en œuvre des droits économiques et sociaux était devenue l'un des enjeux majeurs de notre époque face à la pauvreté. Ne pas consentir les efforts nécessaires pour assurer l'exercice de ces droits contribuerait à accentuer un certain nombre de fractures sociales déjà existantes. Cette affirmation est malheureusement toujours d'actualité.

Les solutions à la pauvreté dépassent les questions de volonté ou de responsabilité individuelle. Une perspective holistique et systémique est nécessaire pour comprendre l'ampleur de l'engrenage de la pauvreté et de la discrimination vécue par les personnes en situation de précarité.

Cela implique de mettre en œuvre tous les droits protégés par notre Charte, y compris les droits économiques et sociaux. Comment, par exemple, assurer l'exercice du droit au logement dans le contexte actuel, marqué par une pénurie persistante de logements ? Un nombre grandissant de ménages doivent faire des choix impossibles entre payer le loyer ou combler d'autres besoins de base essentiels. À cela s'ajoutent divers enjeux liés entre autres à l'insalubrité, au harcèlement, à la discrimination et aux situations de violence – la violence conjugale, par exemple –, qui perdurent faute de pouvoir déménager pour les fuir, etc.

### Garantir le droit au logement

Il est donc urgent que des mesures gouvernementales structurantes et pérennes soient mises en place pour garantir le droit au logement, en particulier pour les locataires à faible revenu. Les prestations d'aide sociale demeurent par ailleurs insuffisantes pour assurer un niveau de vie décent, tel que le prévoit la Charte. La Commission a plusieurs fois déploré l'insuffisance des barèmes d'aide sociale pour satisfaire les besoins de base, besoins qui ne peuvent se limiter à ce qui est nécessaire à la survie. Elle a formulé d'importantes recommandations afin que les



politiques en matière d'aide sociale tiennent compte des besoins réels des prestataires. Il est grand temps que celles-ci soient mises en œuvre.

D'autre part, l'exercice effectif du droit à l'instruction publique gratuite en pleine égalité n'est toujours pas garanti, et cette situation affecte plus particulièrement les enfants de familles à faible revenu. Ceux-ci n'obtiennent pas le soutien nécessaire pour favoriser leur réussite éducative.

À l'heure actuelle, 20 % des élèves de milieux défavorisés mettent fin à leurs études sans diplôme ou qualification.

Les frais exigés pour l'achat de matériel scolaire, pour obtenir des services de surveillance le midi ou pour participer à des sorties éducatives constituent des exemples parmi tant d'autres des obstacles à leur pleine participation à la vie scolaire. Un autre obstacle à cette participation réside dans la multiplication récente des projets pédagogiques particuliers dans les établissements d'enseignement public qui crée un marché scolaire dont les enfants de familles à faible revenu sont trop souvent exclus. Cette dynamique contribue à reproduire le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale dont ces enfants et leurs familles sont victimes.

C'est pourquoi la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rappelle, à nouveau, la nécessité de développer une stratégie gouvernementale concertée et structurante de lutte contre la pauvreté qui permet la mise en œuvre effective de l'ensemble des droits et libertés de la personne, y compris les droits économiques et sociaux protégés par la Charte. Seule une approche fondée sur les droits de la personne permettra de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

[Retour à la table des matières](#)



## **1,5 M\$ pour les sites de consommation supervisée à Montréal**

MÉTRO – 21 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://journalmetro.com/local/ville-marie/3128217/quebec-ajoute-15m-pour-les-sites-de-consommation-supervisee/>

Quatre organismes communautaires, Cactus Montréal, Spectre de Rue, Dopamine et L'Anonyme, recevront chacune 300 000\$

Le gouvernement ajoute près d'1,5 M\$ de financement pour les services de consommation supervisée et de vérification de drogues à Montréal. Les quatre organismes communautaires Cactus Montréal, Spectre de Rue, Dopamine et L'Anonyme sont les plus gros bénéficiaires de cette somme. Ils recevront chacun environ 300 000 \$.

De plus, 252 000\$ seront alloués à la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSPM) pour le développement de nouveaux services de consommation supervisée et de vérification de drogues à Montréal. L'affectation des ressources se fera en fonction des besoins identifiés par la DRSPM.

L'annonce a été faite par le ministre Lionel Carmant lors de la visite de l'organisme à but non lucratif Spectre de rue, en compagnie de Josefina Blanco, conseillère municipale et responsable du dossier de l'itinérance au comité exécutif de la Ville de Montréal.

Ce nouveau financement s'ajoute aux 2,2 M\$ déjà accordés par le gouvernement du Québec aux organismes mentionnés. Il s'agit d'une augmentation de 55 % de leur financement.

### Un réajustement

Pour les quatre sites de consommation supervisée, l'annonce de ce financement récurrent est une excellente nouvelle, croit la directrice générale de Spectre de Rue Annie Aubertin.

Jusqu'alors, ces organismes composaient avec une enveloppe insuffisante pour permettre un maintien optimal de leurs activités. À Spectre de rue, on gère un budget de 2,3 M\$ par année pour un financement récurrent de 200 000 \$ à travers le [programme gouvernemental de soutien financier aux organismes communautaires], précise-t-elle. Pour Cactus Montréal, la proportion est de 250 000 \$ pour un budget de 4 M\$, précise son directeur général Jean-François Mary.

Leurs heures d'ouverture des sites d'injection supervisée avaient dû être réduites pour permettre de préserver une quantité sécuritaire de personnel sur les lieux. La conséquence, c'est qu'il a plus d'injecteurs dans les rues, nuance Mme Aubertin.

Les nouvelles sommes distribuées à Cactus Montréal, Spectre de Rue, Dopamine et L'Anonyme leur permettront de prolonger leurs horaires, bien qu'idéalement, ajoute-t-elle, leurs services devraient être disponibles tous les jours et heures de la semaine.

Ce 300 000 \$ est d'autant plus synonyme de stabilité, renchérit Jean-François Mary. Cette somme pourra être entre autres allouée à la formation à long terme de travailleurs de rue auprès des communautés vulnérables.





Pour former un travailleur de rue efficace, ça prend une année de formation avant qu'il fasse à peu près son travail. En abolissant des postes, faute d'argent, on perd des contacts et des accès privilégiés. On travaille bien avec nos populations qui ne sont pas du bétail, insiste-t-il.

La directrice générale de Spectre de Rue Annie Aubertin accompagnée de ses confrères chez L'Anonyme (Julien Montreuil), Dopamine (Yanick Paradis) et Cactus Montréal (Jean-François Mary). Photo: Isabelle Chénier, Métro.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : un acteur qui n'est jamais là

Profitant de la présence du ministre Carmant et de l'élue Blanco dans les locaux de Spectre de Rue, sa directrice a pointé d'autres enjeux liés à celui de la consommation. La décriminalisation des drogues, la santé mentale et physique et plus particulièrement la question de l'itinérance nécessitent une collaboration accrue entre le milieu communautaire et les gouvernements.

Tu ne peux pas rester dans la rue et maintenir une saine santé mentale. [...] Il faut travailler fort pour que tout le monde ait sa place sur cette planète, y compris les gens qui sont en situation de dépendance.

Un sentiment partagé par M. Carmant, encore marqué par le décès d'Alain Magloire en 2014, lors d'une arrestation policière, a-t-il fait part.

Alain Magloire était un Québécois d'origine haïtienne comme moi. C'était un gars qui faisait de la recherche biomédicale comme moi. Ça aurait pu être moi. Je suis là pour aider les itinérants, pas pour les cacher.

Si l'implication du ministère de la Santé et des Services sociaux est appréciée par ces organismes, l'absence de son homologue chargé de l'Emploi et de la Solidarité sociale dérange Jean-François Mary de Cactus Montréal.

Il n'est jamais jamais présent. Ça fait 15 ans que je suis dans le milieu et je ne l'ai jamais vu autour d'une table, alors que la question clé pour l'itinérance, c'est le revenu des gens, tonne-t-il à Métro. Quand on a une aide sociale de même pas 700 \$ par mois, ce n'est pas étonnant dans le contexte actuel de la crise du logement, de l'augmentation du coût de la vie, qu'on voit une augmentation majeure des personnes qui vivent dans la rue.

Selon M. Mary, une part de la solution à l'itinérance à Montréal est intimement liée à l'établissement d'un revenu minimal garanti, une idée qui a déjà été testée en Colombie-Britannique.

Il y a eu un impact positif sur les gens. Pourtant aucun équivalent du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans les provinces canadiennes ne prend la balle au bon et n'agit de manière concrète, déplore le directeur général.

Le revenu minimal garanti serait un moyen de soutenir les personnes et les familles vivant dans une situation d'extrême pauvreté, un quart-monde qui ne devrait pas être dans une province aussi riche comme le Québec, conclut-il.

De la poudre aux yeux



Pour sa part, le porte-parole de l'opposition officielle à l'hôtel de ville en matière d'itinérance Benoit Langevin considère que les sommes additionnelles versées aux quatre organismes représentent des miettes quand on constate l'ampleur et les ravages de la crise de l'itinérance et des opioïdes à Montréal.

Le gouvernement du Québec rétablit seulement ce qui a été coupé, il ne répond pas à l'augmentation massive des besoins , affirme-t-il dans un courriel.

Cette annonce jette de la poudre aux yeux, critique M. Langevin qui estime que l'administration plante devrait formuler des demandes plus claires auprès du gouvernement.

Combien d'argent est nécessaire pour être en mesure d'offrir des ressources 24/7, combien de travailleurs de rue et d'infirmières supplémentaires avons-nous besoin sur le terrain, à combien s'élèvent les besoins financiers des organismes de première ligne afin de bonifier leurs services ? , cite-t-il en exemple.

En collaboration avec Clément Bolano.

[Retour à la table des matières](#)



## Deux municipalités du Val-St-François développent un système alimentaire local

LA PRESSE CANADIENNE VIA VAL OUEST – 21 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Sébastien Michon, Initiative de journalisme local

<https://val-ouest.com/deux-municipalites-du-val-developpent-un-systeme-alimentaire-local/>

Deux municipalités du Val développent un système alimentaire local, durable et résilient. Pour ce faire, Saint-François-Xavier-de-Brompton et de Windsor ont entamé une démarche en vue de rédiger un Plan de développement d'une communauté nourricière (PDCN). Un projet dans lequel sont impliqués des citoyens, des entreprises agricoles et des élus.

### Engagement et coopération entre St-François-Xavier-de-Brompton et Windsor

Lorsque la MRC du Val-Saint-François a présenté ce qu'était un PDCN aux 18 municipalités du territoire, seulement deux ont exprimé leur souhait d'entamer la démarche : St-François-Xavier-de-Brompton et Windsor.

Bien que chaque municipalité prépare un projet distinct, elles ont choisi de coopérer. « Nous avons décidé de travailler en concertation parce que nous sommes complémentaires l'une de l'autre », spécifie Alexandre Roy, conseiller municipal à Saint-François-Xavier-de-Brompton.

### Soutien du Conseil régional de l'environnement

Pour les aider dans cet exercice de planification, financé par le MAPAQ et le gouvernement du Canada, les deux municipalités se sont adjoint les services du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE Estrie). La firme de communication Niska leur offre quant à elle du soutien pour l'animation des activités de consultation.

### Résilience face aux changements climatiques

« Pour nous, cette activité s'inscrit dans Climat de changement. Une grande démarche à l'échelle du Québec qui amène les communautés à réfléchir et à agir face aux changements climatiques. Si nous sommes capables de produire et de transformer des aliments chez nous, nous serons davantage résilients. Nous avons répondu à l'appel d'offres en amenant cet enjeu comme étant une raison de plus de réaliser un PDCN », précise Jacinthe Caron, codirectrice du CRE Estrie. Un avantage non seulement environnemental, mais aussi financier pour les municipalités car Climat de changement permet au CRE d'ajouter des fonds dans la démarche.

### Cinq ingrédients d'une communauté nourricière

Une communauté nourricière contient cinq ingrédients sur lesquels doivent se pencher les municipalités : un territoire productif, des entreprises prospères et responsables, un cycle de vie optimisé, une demande de proximité accrue et un accès amélioré aux aliments sains.

### Forum citoyen pour présenter les atouts et enjeux

Première étape : établir un portrait du territoire, de ses atouts et de ses enjeux. Le tout fut présenté aux citoyens lors d'un forum citoyen le 10 juin dernier. Une quarantaine de personnes ont ainsi pu partager leurs préoccupations, leurs besoins et leurs idées en lien avec l'autonomie alimentaire.



Le portrait brossé a permis d'établir clairement les différences et complémentarités entre Windsor, un territoire principalement urbain, sans production agricole, et St-François-Xavier, avec ses 65 entreprises agricoles et 125 producteurs forestiers. « Ce qui est bien, c'est qu'ensemble, nous sommes capables de travailler sur beaucoup d'impacts positifs » , commente Alexandre Roy.

« Ce que nous voulons, c'est aider les citoyens à être les plus autonomes possible. Pour les aider, en tant qu'élus, nous avons besoin de connaître leurs besoins, leurs freins et les opportunités qui peuvent être stimulées ou soutenues par nous, en tant que Ville, mais aussi par nos partenaires » , mentionne Solange Richard, conseillère municipale et présidente du Comité local du Plan de développement d'une communauté nourricière de Windsor.

L'ensemble des commentaires et suggestions recueillis lors du forum permettront l'élaboration d'un plan d'action qui, lui aussi, sera soumis aux citoyennes et citoyens avant sa version finale.

#### Démarche avec des résultats concrets

Alexandre Roy a le souci que la démarche apporte à sa communauté quelque chose de concret. « Il y a beaucoup de consultations qui ont lieu, apportant de bien belles idées, mais avec peu de résultats. Nous allons nous assurer d'avoir un plan qui répondra aux besoins et qui va être réaliste, dans la mesure de nos moyens » , précise-t-il.

Le conseiller municipal mentionne que certaines actions peuvent être mises de l'avant sans qu'elles aient d'impacts financiers pour la municipalité. Par exemple changer un règlement municipal pour permettre les jardins en façade des résidences. Ou encore faire en sorte d'obliger la plantation d'arbres fruitiers dans tous les nouveaux projets domiciliaires.

#### Objectifs : autonomie alimentaire et accès aux aliments

Parmi les objectifs du projet, on compte faciliter une certaine forme d'autonomie alimentaire chez les citoyens et leur permettre d'avoir accès aux aliments. « Je pense qu'aujourd'hui, les gens veulent consommer local et avoir accès à de bons produits. On ne va pas réinventer la roue. Il y a des ressources qui sont déjà là. Par exemple, nous avons une productrice de poulet à St-François. Bien des gens ne le savent pas. Peut-être iraient-ils à cette ferme s'ils le savaient » , croit Alexandre Roy. Il donne aussi l'exemple de la carte interactive des ressources en sécurité alimentaire à Sherbrooke. « Ce que nous possédons est une richesse. Il faut assurer que ce soit accessible à tout le monde » , exprime-t-il.

#### Présentation des plans à l'automne

Les comités souhaitent idéalement présenter leur plan avant que les municipalités votent leurs budgets de 2024, plus tard cet automne. De premières actions pourront ainsi s'inscrire dans les cadres budgétaires municipaux.

[Retour à la table des matières](#)



## **Programme de supplément au loyer : 40 millions inutilisés, faute de logements**

LA PRESSE+ - 26 JUILLET 2023 - P. ACTUALITÉS\_3

Par : Isabelle Ducas

[https://plus.lapresse.ca/screens/5159d24d-d196-432a-a012-fb22365d2bb7%7C\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/5159d24d-d196-432a-a012-fb22365d2bb7%7C_0.html)

Une part importante des fonds publics destinés aux locataires dans le besoin n'est pas attribuée. Les organismes chargés d'accompagner les ménages à faible revenu grâce au Programme de supplément au loyer n'arrivent pas à trouver de logements sur le marché privé, où sévit une pénurie.

« Les propriétaires préfèrent choisir quelqu'un d'autre »

En pleine crise du logement, une somme de 40 millions réservée à l'aide aux locataires dort dans les coffres de Québec, notamment en raison du manque d'appartements dans le marché privé, ce qui empêche les organismes responsables de distribuer des unités du Programme de supplément au loyer (PSL) aux ménages dans le besoin.

Au total, 9068 unités du PSL, sur les 45 280 rendues disponibles par le gouvernement, ne sont pas attribuées, soit 20 %, alors que les besoins sont pourtant énormes. Actuellement, 36 212 de ces unités sont attribuées à des ménages, grâce à un financement gouvernemental de 149,9 millions.

Le PSL permet à des ménages à faible revenu d'habiter des logements du marché locatif privé, ou encore dans des coopératives d'habitation ou des organismes sans but lucratif, tout en payant un loyer semblable à celui d'un HLM, correspondant à 25 % de leur revenu. Le gouvernement paie la différence.

Seulement pour Montréal, 2914 unités, sur les 16 103 supervisées par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), n'ont pas été attribuées.

Le hic, c'est que l'attribution de bon nombre d'unités du PSL exige de trouver des propriétaires de logements qui acceptent de signer une entente afin que les locataires aient droit à la subvention. En situation de pénurie, les propriétaires sont moins enclins à collaborer.

Ainsi, à l'organisme Dans la rue, qui a obtenu 48 unités PSL à attribuer à des jeunes dans le besoin, les intervenants ont fait en mai dernier 96 demandes pour visiter des logements à louer, annoncés sur diverses plateformes. Ils n'ont reçu que quatre propositions de visite d'appartement, et un seul bail a pu être signé, explique Marie-Noëlle L'Espérance, directrice en prévention et intervention pour l'organisme, qui décrit un véritable « parcours du combattant ».

Au cours des derniers mois, 20 jeunes qui fréquentent Dans la rue ont été acceptés dans le programme, mais des logements ont été trouvés pour seulement sept d'entre eux.

Dormir dehors

« Un jeune qu'on connaît dort dehors en ce moment, ce qui le place en position très précaire, déplore Marie-Noëlle L'Espérance. On n'est pas capable de l'aider à trouver un logement, même s'il aura de l'aide pour payer son loyer grâce au programme. »



Même constat à la Mission Old Brewery, où on a 25 unités du PSL à distribuer : seulement six ménages ont pu trouver un toit.

« Les propriétaires de logements ont tellement de demandes, ils préfèrent choisir quelqu'un d'autre », explique Émilie Fortier, directrice des services en itinérance pour l'organisme. « Certains gros conglomerats, qui acceptaient autrefois les PSL, les refusent maintenant quand une personne qui avait un PSL quitte. »

Les besoins sont là. On ne manque pas de financement pour les PSL, on manque de logements.

Émilie Fortier, directrice des services en itinérance à la Mission Old Brewery

Autrefois, pour être admissible au PSL, un loyer ne pouvait dépasser la médiane dans son secteur. Mais comme la pénurie de logements abordables a rendu les recherches très difficiles, le gouvernement a dû majorer dernièrement les maximums admissibles, en fonction du taux d'inoccupation. Par exemple, on majore de 120 % si le taux d'inoccupation est inférieur à 3 %, et jusqu'à 150 % quand le taux est de moins de 2 %.

Ainsi, à Montréal, le loyer médian pour un logement de deux chambres à coucher est de 1085 \$. Comme le taux d'inoccupation est de 2,1 %, on applique une majoration de 140 % et le loyer maximum admissible passe à 1519 \$.

Pour les PSL liés à des situations d'urgence (violence conjugale, ménages sans logis après le 1<sup>er</sup> juillet, etc.), la majoration est de 150 %.

Mais même après l'augmentation des loyers admissibles, la tâche de trouver des logements est toujours colossale.

Au Chaînon, dont la mission est d'aider les femmes démunies, une intervenante se consacre presque entièrement à la recherche de logements. « En travaillant fort et en faisant énormément de recherches, on finit par trouver », indique la PDG de l'organisme, Sonia Côté. « On a reçu 27 PSL, et on a 12 femmes qui sont installées dans des logements. »

Plus de logements sociaux

Les intervenants consultés dans les divers organismes communautaires sont catégoriques : la crise de l'itinérance est directement liée à la pénurie de logements. Les subventions qui aident à payer le loyer ne servent à rien s'il n'y a pas d'appartements disponibles.

« Les PSL ne peuvent pas remplacer les investissements dans le logement social, parce que sur le marché privé, les prix sont trop élevés », souligne Marie-Noëlle L'Espérance.

La ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, se dit consciente des difficultés à trouver des logements dans un marché locatif « serré », en raison des réticences des propriétaires privés.

Mais il est normal qu'un certain nombre d'unités du PSL ne soient pas attribuées, a-t-elle expliqué récemment, en marge d'une conférence de presse à Montréal. « Plusieurs sont réservées à des organismes, en attendant qu'ils soient prêts à les utiliser. Mais les sommes non utilisées ne sont



pas gelées. Il n'y a pas d'argent qui se perd », assure la ministre, qui martèle qu'elle agit pour favoriser la construction de plus de logements.

Plus du tiers des 9000 unités disponibles sont liées au programme (maintenant terminé) AccèsLogis, indique la Société d'habitation du Québec (SHQ), dans une réponse envoyée par écrit. Les organismes qui gèrent des projets AccèsLogis doivent utiliser un nombre minimal de PSL, mais ne sont pas obligés de les attribuer en totalité. « Toutefois, nous devons conserver ces unités au cas où ils voudraient les utiliser ultérieurement », écrit un porte-parole de la SHQ.

Plus de 1000 unités PSL d'urgence sont disponibles pour répondre aux besoins de ménages qui se retrouvent sans logement, notamment le 1<sup>er</sup> juillet.

« Près de 1000 unités sont aussi réservées pour des clientèles vulnérables (itinérants, femmes victimes de violence, jeunes sortant d'un centre jeunesse, etc.) », note la SHQ.

### Un refuge pour se relever d'une période difficile

L'appartement de Mélanie Delisle est pour elle plus qu'un simple logis : c'est un refuge où elle a retrouvé la paix, la sérénité et le calme, depuis un an, après s'être retrouvée pratiquement à la rue il y a quelques années.

Grâce à la subvention du Programme de supplément au loyer (PSL), elle peut cesser de s'inquiéter de pouvoir boucler son budget à la fin du mois et n'a plus besoin de fréquenter les banques alimentaires.

« Ici, je suis tranquille, je peux m'occuper de moi et de ma santé », confie la quadragénaire, rencontrée dans son appartement, situé au demi-sous-sol d'un immeuble de l'ouest de Montréal.

Le petit logement bien tenu, aux murs dénudés, contient tout son univers : sa collection de films et de jeux, ses disques pour écouter sa musique préférée, les photos de sa famille, etc.

Bénéficiaire de l'aide sociale, M<sup>me</sup> Delisle ne paie que 25 % de son revenu pour son appartement, soit 212 \$ par mois. Le reste de son loyer de 545 \$, dans cet immeuble de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), est payé par Québec.

### Retrouver une certaine normalité

Mélanie Delisle a vécu quelques années difficiles, où elle a sombré dans la dépression. Elle a dû quitter son logement du quartier Saint-Michel et s'est retrouvée dans un refuge pour sans-abri, dans un dortoir avec plusieurs autres femmes.

Elle a ensuite vécu deux ans et demi à la Maison Sainte-Marie, de l'organisme Le Chaînon. C'est grâce à cet organisme qu'elle a pu bénéficier du PSL et obtenir un appartement où elle est chez elle.

« Plusieurs femmes pour qui on réussit à trouver des logements étaient dans la rue auparavant », explique la PDG du Chaînon, Sonia Côté. « Il faut les aider à retrouver leurs repères et une certaine normalité au quotidien, reprendre l'habitude de cuisiner, se refaire un réseau social. Elles repartent vraiment sur de nouvelles bases. »



Des intervenantes de l'organisme restent en contact avec ces femmes pour continuer de les épauler, notamment parce que certaines ont des problèmes de consommation de drogue ou d'alcool.

« Ça rassure les propriétaires de savoir qu'ils peuvent nous appeler en cas de problème, dit Mme Côté. Les préoccupations des propriétaires, c'est de savoir que la locataire va payer son loyer et qu'elle sera tranquille. Généralement, ils font confiance à notre organisme. »

[Retour à la table des matières](#)





## «On s'assure que les gens qui vivent de l'endettement ne se privent pas de manger» - Rachel Nadeau

L'EXPRESS DRUMMONDVILLE – 26 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://www.journalexpress.ca/2023/07/26/on-sassure-que-les-gens-qui-vivent-de-lendettement-ne-se-privent-pas-de-manger-rachel-nadeau/>

CONSOMMATION. Le Carrefour d'entraide Drummond existe depuis 47 ans. Sa mission : accompagner les gens dans le développement de leur autonomie et les aider à répondre à leurs besoins de base dans le but de favoriser leur inclusion sociale.

Pour ce faire, l'organisme offre différents services : de la consultation budgétaire, un service de fiducie volontaire, des cuisines collectives et du dépannage de biens de première nécessité. Au cœur de chacune des interventions, il s'agit de redonner aux personnes du pouvoir sur leur vie, de les aider à développer leur autonomie.

Nous voulons aider les gens à répondre à leurs besoins de base en général, pour reprendre le contrôle sur leurs finances, précise Rachel Nadeau, intervenante en consultation budgétaire. On a la consultation budgétaire qui explique comment ça se fait un budget en misant d'abord sur les besoins de base, mais en payant les comptes aussi. On s'assure que les gens qui vivent de l'endettement ne se privent pas de manger. On essaie de trouver des solutions en faisant de l'éducation financière et en faisant un budget avec eux, en les rendant autonomes dans la gestion de leur argent. Ça les aide évidemment dans le futur.

Il y a autant de gens qu'il y a d'histoires parmi ceux qui viennent cogner aux portes du Carrefour d'entraide Drummond. Une rente de retraite qui ne comble pas les besoins de base, un parent monoparental qui ne peut pas joindre les deux bouts... Peu importe ce qui arrive dans la vie, l'argent c'est à la base de tout. Il n'y a pas client-type pour nous, précise Mme Nadeau. Sans compter que l'argent touche aussi les émotions. Nos expériences passées teintent notre vision de l'argent et nos comportements.

### Crédits et achats impulsifs

Vivre dans une société qui encourage beaucoup la consommation ne facilite pas les choses. Le crédit est très accessible et banalisé. Il est simple d'avoir accès à une carte de crédit, sans nécessairement avoir l'éducation qui va avec. On peut voir des gens en faillite ou encore sur l'aide sociale avoir une carte de crédit. Souvent, les taux d'intérêt sont plus élevés sur ces cartes-là. Gardons en tête que les personnes sur l'aide sociale sont constamment en mode survie. Le montant qu'elles reçoivent est vraiment insuffisant pour couvrir les besoins de base, les études le prouvent : c'est pratiquement la moitié de ce que ça prend pour pouvoir répondre aux besoins élémentaires, selon les recherches qui ont été faites. C'est humain aussi de vouloir s'en sortir... Dans les magasins, on se fait proposer des cartes de crédit, on reçoit des lettres par la poste de prêt préautorisé... On n'a pas besoin de demander le crédit, il nous est offert. Quand on est en situation de survie, c'est tentant, observe-t-elle.

Il y a aussi les prêts personnels qu'on peut faire rapidement sur Internet, à des taux d'intérêt plutôt exorbitants. Avec les frais qui s'y ajoutent, c'est pratiquement du 50 % d'intérêt!. Ajoutons à ces offres les essais gratuits pendant 30 jours qu'on oublie d'annuler et les jeux sur lesquels on peut dépenser 2 \$ ici, 3 \$ là pour avoir des vies supplémentaires, par exemple. Quand on ne va pas bien et que le jeu est notre seule source de distraction, c'est plus facile de céder à la tentation.



## Prendre le temps

Au Carrefour d'entraide Drummond, ce n'est pas un conseiller financier que l'on rencontre, mais bien un intervenant, qui prend le temps de bien voir la situation dans son ensemble. La première rencontre, c'est une prise de contact, pour apprendre à se connaître, sans parler de chiffres. C'est assez incroyable ce qui sort de cette première rencontre parfois. C'est impressionnant, quand on donne le droit de parole, tout ce qui peut sortir. Si la personne arrive en détresse, je vais prendre un espace pour l'apaiser ou la référer. Parce que si elle est en détresse, elle n'est pas en mesure de faire des apprentissages de toute façon, explique Mme Nadeau.

Les gens essaient souvent de s'en sortir seuls, ce qui fait que lorsqu'ils arrivent au Carrefour d'entraide Drummond, c'est parce qu'ils sont au pied du mur. Plus vite les gens viennent nous voir, plus ils auront de choix. Dès qu'ils ressentent un stress par rapport à leurs finances, ils sont invités à venir nous voir. Il n'y a pas de critères d'admission, c'est pour quiconque a besoin d'aide. Demander de l'aide ça peut être confrontant, mais on n'est pas là pour juger, on est là pour enlever le poids des problèmes de budget.

L'organisme observe une augmentation marquée de la détresse des gens depuis la pandémie, ce qui amène beaucoup de désorganisation. Apporter des changements à ses habitudes réclame une énergie qui n'est pas toujours là. Le stress est un grugeur d'énergie invisible. La mobilisation devient plus difficile. On s'en demande beaucoup d'un coup alors on vit un échec... On exige beaucoup des gens, il faut aller bien et vite. Est-ce qu'on peut se permettre de faire un apprentissage à la fois? questionne Rachel Nadeau. Accordons-nous de l'importance, permettons-nous de prendre le temps et faisons-nous le cadeau de demander de l'aide, conclut-elle.

[Retour à la table des matières](#)



## **Offrons des vacances aux sans-abri**

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 26 JUILLET 2023 - P. DÉBATS\_4

Par : Jean Baillargeon,  
Expert-conseil en communication stratégique

<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2023-07-26/offrons-des-vacances-aux-sans-abri.php>

En cette période de vacances pour les travailleurs de la construction, je me demande s'il n'y a pas lieu d'organiser également une période de vacances pour les sans-abri. Vous rigolez de ma suggestion ? Comment réaliser ce nouveau concept de vacances accessible aux sans-abri ? En leur offrant durant l'été un endroit sécuritaire dans une base de plein air loin des milieux qui contribuent à les maintenir dans des situations de dépendance à l'alcool, aux drogues et à la violence.

Qui va payer pour aménager ces sites de plein air ? Nous allouons déjà des sommes importantes pour le financement des organismes communautaires d'aide à l'itinérance, des centres d'hébergement, des coûts en santé ou en désintoxication, alors pourquoi ne pas investir dans des bases de plein air loin des tentations de dépendance qui se concentrent souvent dans les centres-villes, notamment à Montréal et à Québec où se retrouve la plupart des sans-abri au Québec ?

Notre devoir collectif consiste avant tout à rechercher des façons de briser l'isolement social des sans-abri. Tout un défi en effet, car même avec l'accès à un logement abordable, le sans-abri demeure toujours isolé et vulnérable aux dépendances ainsi qu'aux abus de toutes sortes, surtout s'il habite dans un quartier propice à l'itinérance.

Brisons l'isolement social des sans-abri

Je m'inspire de mon expérience personnelle, où lors de mes études collégiales et universitaires, j'ai pu travailler pendant plusieurs années dans des camps d'été pour jeunes défavorisés dont la plupart vivaient dans des foyers d'accueil.

Je peux témoigner du bienfait que représente le plein air pour des jeunes victimes de mauvais traitements et provenant de familles dysfonctionnelles.

Bien sûr, quelques semaines ou quelques mois pour vivre l'expérience du plein air ne signifient pas nécessairement une voie de sortie permanente de la pauvreté ou de l'itinérance. Mais elles peuvent s'ajouter à d'autres mesures économiques et sociales visant à briser le cercle vicieux de l'isolement social et économique des sans-abri. Car, qu'on le veuille ou non, le nombre de sans-abri augmentera sans cesse dans les prochaines années, dû notamment au manque de logements abordables et à la difficulté pour ces personnes « de maintenir des rapports fonctionnels, stables et sécuritaires dans la communauté » qui font face à « un processus de désaffiliation sociale et une situation de rupture sociale qui se manifestent par la difficulté pour une personne d'avoir un domicile stable » 1. J'y ajouterais également un milieu de vie épanouissant pour tous les citoyens.

Contre la dégradation du milieu de vie dans les centres-villes

Je me questionne de plus en plus sur la pertinence des mesures d'atténuation et de prévention de l'itinérance au Québec. Le fait de concentrer les mesures d'aide dans les centres-villes là où



se situent les sans-abri visibles me semble être contre-productif socialement parlant et ne favorise aucunement l'intégration sociale des sans-abri. En effet, à titre d'exemple, les sites d'hébergement comme la Mission Old Brewery à Montréal ou l'Auberivière à Québec se situent près des zones d'habitation, et les citoyens et commerçants constatent de plus en plus la dégradation de leur quartier par des méfaits et de la violence.

Puisque l'itinérance semble de moins en moins un phénomène passager, mais plutôt un facteur récurrent de dysfonctionnement social, ne pourrait-on pas réfléchir à déconcentrer l'itinérance en proposant d'autres milieux de vie loin des centres-villes ?

Les bases de plein air pourraient être l'une des solutions favorisant l'acceptabilité sociale des sans-abri, notamment après leur séjour en milieu hospitalier ou en cure de désintoxication.

Soyons créatifs, sortons de notre boîte pour maintenir notre fragile paix sociale qui sera de plus en plus mise à l'épreuve avec les changements climatiques et la dégradation de notre environnement, et d'autres phénomènes permanents (incendies, inondations, sécheresses, etc.) mettant à l'épreuve notre solidarité sociale.

[Retour à la table des matières](#)



## **Petit campement d'itinérants devenu grand**

LA VOIX DE L'EST (GROUPE CAPITALES MÉDIAS) – 27 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : Marie-France Létourneau, La Voix de l'Est

<https://www.lavoixdelest.ca/actualites/actualites-locales/2023/07/27/petit-campement-ditinerants-devenu-gros-4RU7AFKFJZBPBBYEJRZJBNRMXQ/#:~:text=Tol%C3%A9r%C3%A9%20par%20la%20Ville%20de,officiel%20identifi%C3%A9%20par%20la%20Ville.>

Toléré par la Ville de Granby, le campement d'itinérants aménagé derrière les locaux de SOS Dépannage Moisson Granby a pris de l'ampleur. Si bien qu'il accueille actuellement davantage de «campeurs» que le lieu de tolérance officiel identifié par la Ville. Une situation, et un voisinage, qui entraîne son lot de préoccupations pour le directeur général de l'organisme communautaire de la rue Matton, Patrick St-Denis.

Face à la multiplication du nombre de tentes derrière la clôture qui délimite la propriété de SOS Dépannage, la direction de l'organisme a d'ailleurs décidé de rendre l'endroit moins accueillant. L'accès à l'eau, à l'électricité et... au Wi-Fi sont désormais coupés autour de l'immeuble durant la nuit.

Alors qu'elles étaient principalement cantonnées à l'arrière des locaux de SOS Dépannage et en bordure de la rivière Yamaska il y a un mois, les tentes gagnent désormais du terrain sur le parc Fisher, voisin de l'organisme.

«C'est préoccupant, mais c'est encore correct», a affirmé mercredi Patrick St-Denis, en entrevue à La Voix de l'Est qui a pris l'initiative d'aller constater l'évolution du campement.

«En espérant qu'il n'y aura pas plus de nuisances ou d'effets sur la clientèle», a-t-il ajouté du même souffle.

Plus de vols et de feux de camp

Car des nuisances, il y en a. La direction et les employés de SOS Dépannage ont noté au cours des deux dernières semaines un nombre accru de vols dans les bacs extérieurs qui recueillent les dons de la population pour le magasin général.

Les profits des ventes réalisées à ce commerce permettent d'acheter les denrées périssables incluses dans les paniers d'aide alimentaire.

«On tolère, s'il y a eu de la pluie et qu'on voit que quelqu'un vient chercher une couverture ou des vêtements, dit M. St-Denis. Mais on trouve ça moins drôle quand on voit que certains repartent avec une poussette pleine de stocks et qu'ils prennent ce qu'il y a plus de valeur.»

Des «dépositions» en bonne et due forme ont été réalisées auprès du service de police, à la lumière des images vidéo captées par les caméras de sécurité installées sur le bâtiment, dit le DG.

Les pompiers ont également dû se déplacer à quelques reprises au campement au cours des derniers jours pour des feux extérieurs. Ils étaient sur place mardi soir et encore mercredi matin.



«Les feux, c'est plus préoccupant, laisse tomber Patrick St-Denis. Des employés ont dit être inquiets. (...) On veut que les employés et la clientèle se sentent en sécurité et que l'endroit soit agréable.»

#### Règles à respecter

Jointe mercredi, la mairesse Julie Bourdon est pour sa part catégorique: les intervenants de la Ville n'hésiteront pas à agir si les règles ne sont pas respectées.

«Ce qu'il faut savoir, c'est que ce n'est pas l'ensemble des personnes qui sont là qui font tout ça. On parle de trois ou quatre personnes, dit-elle. (...) Mais s'il n'y a pas de respect des règles, que ce soit pour les feux de camp, les vols ou la violence, des expulsions seront possibles. On ne veut pas que ça dégénère.»

Selon Mme Bourdon, une douzaine de personnes ont élu domicile près des installations de SOS Dépannage, tandis qu'il y en a 10 au lieu de tolérance officiel, à l'arrière du cimetière Cowie.

Une toilette chimique a par ailleurs été installée près du parc Fisher. Dans un monde idéal, l'endroit devrait également être pourvu d'un contenant de récupération de seringues, souligne Patrick St-Denis.

«Autre chose qu'il faut savoir, dit la mairesse, c'est que les intervenants travaillent pour les amener (personnes en situation d'itinérance) vers le lieu de la rue Cowie.»

Mme Bourdon croit par ailleurs que la décision de SOS Dépannage de couper l'accès au Wi-Fi, à l'électricité et à l'eau était la meilleure chose à faire, dans les circonstances.

«Il y avait certaines ressources supplémentaires. Le mot s'est passé, dit-elle. Maintenant que c'est coupé, les gens vont peut-être retourner vers la rue Cowie.»

Le mois dernier, la mairesse a affirmé que la Ville fait preuve «d'indulgence» à l'endroit de ce campement.

Les personnes qui y sont installées se sont d'abord présentées au lieu de tolérance situé à l'arrière de la rue Cowie, mais elles ont quitté le terrain, car il y avait un «enjeu de cohabitation», avait-elle expliqué en affirmant qu'il s'agissait de «personnes calmes, qui respectent les règles». Le portrait n'est plus tout-à-fait le même, reconnaît-elle.

«Mais ça reste des êtres humains et on doit gérer l'aspect humain à travers ça», rappelle Mme Bourdon.

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **Manque de fonds Le Programme alimentaire mondial réduit son aide à Haïti**

ASSOCIATED PRESS (VIA LA PRESSE) – 17 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2023-07-17/manque-de-fonds/le-programme-alimentaire-mondial-reduit-son-aide-a-haiti.php>

Par habitant, le nombre d'Haïtiens confrontés à une insécurité alimentaire urgente est le deuxième plus élevé au monde, avec près de cinq millions de personnes qui peinent à manger chaque jour, selon le Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

(San Juan) Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies a annoncé lundi qu'il fait face à une pénurie de fonds et qu'il ne sera pas en mesure d'aider ce mois-ci 100 000 personnes en Haïti qui ont des besoins urgents.

La réduction de 25 % survient alors qu'un record de 4,9 millions de personnes dans le pays de près de 11 millions d'habitants a besoin d'aide pour trouver de la nourriture, a indiqué l'agence.

Jean-Martin Bauer, le directeur de l'agence pour Haïti, affirme que cela ne pourrait pas arriver à un pire moment, tandis que les Haïtiens sont confrontés aux violences, à l'insécurité, aux perturbations économiques et à des chocs climatiques.

L'agence a prévenu que son plan d'intervention en Haïti n'est financé qu'à 16 % et qu'elle ne sera pas en mesure de fournir de la nourriture à un total de 750 000 Haïtiens si elle n'obtient pas 121 millions US d'ici la fin de l'année.

« À moins que nous ne recevions un financement immédiat, de nouvelles coupes dévastatrices ne peuvent être exclues », a averti M. Bauer.

Jusqu'à présent cette année, le Programme alimentaire mondial a fourni à plus de 450 000 écoliers des repas chauds, souvent la seule nourriture qu'ils reçoivent en une journée.

Par habitant, le nombre d'Haïtiens confrontés à une insécurité alimentaire urgente est le deuxième plus élevé au monde, avec près de cinq millions de personnes qui peinent à manger chaque jour, selon l'agence. On s'attend aussi à ce que 115 000 enfants de moins de 5 ans luttent contre la malnutrition cette année, une augmentation de 30 % par rapport à l'année dernière.

La violence des organisations criminelles a aggravé la situation, paralysant le transport des marchandises et empêchant les gens de sortir de chez eux.

[Retour à la table des matières](#)





## **Sécurité alimentaire au Nigeria : Le président Bola Tinubu déclare l'état d'urgence**

*BBC NEWS – 17 JUILLET 2023 – SITE WEB*

Par Azeezat Olaoluwa & Cecilia Macaulay

<https://www.bbc.com/afrique/region-66216408>

De nombreux agriculteurs, en particulier dans le nord du Nigeria, ont dû cesser de cultiver leurs terres à cause des bandes criminelles.

Parmi les initiatives prises, il est prévu d'utiliser l'argent économisé grâce à la récente suppression de la subvention sur les carburants pour fournir des engrais et des céréales aux agriculteurs.

Bola Tinubu prévoit aussi d'assurer la protection des agriculteurs souvent victimes d'enlèvements. Beaucoup de paysans ont abandonné leurs terres à cause des gangs qui les enlèvent et exigent des rançons.

Les ménages les plus pauvres recevront également une aide de 10 dollars (environ 5 841 francs CFA) par mois pendant six mois.

"Je garantis à tous les Nigériens que personne ne sera laissé pour compte dans l'octroi de ces aides", a déclaré M. Tinubu, qui a pris ses fonctions en mai.

En janvier, un rapport des Nations unies prévoyait que 25 millions de Nigériens étaient exposés à un risque élevé d'insécurité alimentaire cette année, ce qui signifie qu'ils ne pourraient pas s'offrir suffisamment d'aliments nutritifs chaque jour.

L'insécurité alimentaire préoccupe depuis longtemps le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, qui est également confronté à une insécurité généralisée depuis plusieurs années.

Selon un site web nigérian de suivi de la sécurité, plus de 350 agriculteurs ont été enlevés ou tués entre juin 2021 et juin 2022.

Les nouvelles mesures de sécurité devraient permettre aux agriculteurs de retourner sur leurs terres "sans craindre les attaques", a déclaré Dele Alake, conseiller du gouvernement.

Aucun autre détail n'a été donné sur la manière dont le gouvernement entend s'attaquer aux fameuses bandes criminelles.

Toutes les questions relatives à la nourriture et à l'eau relèveront désormais de la responsabilité du Conseil national de sécurité, qui est composé des chefs de la sécurité du pays et dirigé par le président.

La première mesure politique majeure prise par M. Tinubu après sa prise de fonctions a été de supprimer la subvention sur les carburants. Elle existait depuis des décennies et maintenait le prix des produits pétroliers à un niveau bas.

Cette suppression a entraîné des augmentations allant jusqu'à 200 % dans certaines régions du pays, mais le nouveau président a défendu cette décision, affirmant qu'il était essentiel d'utiliser cet argent de manière plus efficace.



La hausse du carburant a eu un effet d'entraînement sur l'économie, de nombreux Nigériens dépendant de groupes électrogènes pour leur approvisionnement en électricité.

Il y a quelques jours, l'Association des maîtres boulangers et traiteurs du Nigeria a prévenu que le prix du pain augmenterait de 15 %.

Certaines familles ont déclaré au service en langue pidgin de la BBC qu'elles n'avaient pas les moyens d'acheter du pain.

"Ma pension mensuelle ne me permet pas d'acheter du pain tous les jours. Nous avons donc opté pour un autre aliment plus abordable", a déclaré Mallam Ado Yahaya, originaire de l'État de Kano, dans le nord du pays.

La nouvelle allocation mensuelle est versée à 12 millions de ménages dans le cadre d'un programme connu sous le nom de "National Safety Net Programme", le Programme national de protection sociale, distinct d'une autre initiative lancée par le gouvernement précédent, qui leur permet de recevoir environ 6 dollars (environ 3 500 francs CFA) par mois.

Ces personnes très vulnérables devraient également avoir accès aux céréales et aux engrais offerts aux agriculteurs, bien que la déclaration n'ait pas été claire sur les chiffres.

"Le programme devrait stimuler les activités économiques dans le secteur informel et améliorer la nutrition, la santé, l'éducation et le développement du capital humain des ménages bénéficiaires", a déclaré le président nigérian.

[Retour à la table des matières](#)



## AUJOURD'HUI L'ÉCONOMIE : Pourquoi la sécurité alimentaire demeure insuffisante

RFI – 24 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20230724-pourquoi-la-%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-demeure-insuffisante>

Un nouveau sommet pour améliorer la sécurité alimentaire, 1 600 participants et plusieurs dizaines de chefs d'État et de gouvernement sont attendus ce 24 juillet à Rome pour trois jours de réflexions. Un rendez-vous prévu de longue date qui intervient au moment où l'on redoute une nouvelle flambée des prix des produits agricoles.

L'inflation globale commence à ralentir, sauf pour les fruits, les légumes, les céréales... En bref, tout ce qui constitue les bases de l'alimentation humaine. Les prix ont reculé par rapport à 2022, mais ils restent anormalement élevés. Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) les importations mondiales de produits alimentaires devraient pour la première fois cette année frôler la barre des 2 000 milliards de dollars. Premier motif d'inquiétude : la météo. La chaleur et le manque d'eau compromettent les récoltes de fruits et de légumes, mais aussi les récoltes de céréales. La Chine, premier producteur de blé au monde, pourrait avoir besoin d'importer davantage pour couvrir ses besoins. Sa production de riz est aussi compromise, tandis que la Thaïlande, l'un des trois premiers exportateurs de riz, a diminué ses semis à cause de la sécheresse.

Dans ce contexte alarmant pour le marché du riz, l'Inde a annoncé vendredi 21 juillet un embargo sur ses exportations

L'Inde est le premier fournisseur du marché mondial de la céréale la plus consommée au monde et un exportateur clé pour les pays africains. Ses silos sont remplis à ras bord, il n'y a pas de problèmes de récoltes. Mais le gouvernement veut surtout calmer l'inflation alimentaire interne. Au détail, le prix du riz indien a augmenté de 9% en un an. À huit mois des prochaines élections générales, toutes les mesures susceptibles de faire retomber la pression sur les prix sont bonnes à prendre. Les autorités indiennes ont promis d'exporter vers les pays fragiles sur le plan alimentaire si leurs gouvernements en font la demande. Il y aura donc assez de riz. Mais à quel prix ? L'embargo aura un effet positif sur les prix indiens. En revanche, son impact sera haussier sur les marchés mondiaux. Ceux qui en dépendent pour se nourrir vont devoir dépenser davantage pour couvrir leur besoin.

Du côté des grains et des oléagineux, les informations sur l'état des récoltes sont plutôt rassurantes

La production de blé va souffrir en Europe. Pour les 27, ce sera sans doute la plus faible depuis 2007. El Nino, ce courant d'air chaud qui aggrave les vagues de chaleur que l'hémisphère nord endure en ce moment, pourrait aussi gâter la récolte des États-Unis. En revanche, la Russie devrait engranger une récolte record de blé, et le Brésil une récolte record de maïs et de soja. Il n'y a donc pas vraiment d'inquiétudes sur l'offre. Même si la Russie est sortie de l'accord sur le corridor de la mer noire, même si l'armée russe prend pour cible le port d'Odessa pour empêcher Kiev de sortir son blé comme elle l'a encore fait cette nuit. Aujourd'hui, Vladimir Poutine renouvelle d'ailleurs sa proposition d'exporter gratuitement des céréales pour remplacer les volumes ukrainiens manquants. Les céréales sont bien là, mais le marché reste nerveux, suspendu aux dernières nouvelles du front ukrainien.



Ce cocktail de facteurs météo, politiques et géopolitiques pourrait-il déboucher sur une crise alimentaire ?

L'embargo indien réveille des souvenirs pénibles. C'est déjà un embargo sur le riz décidé par New Delhi qui a fait flamber les marchés en 2008 et provoqué ainsi une crise alimentaire planétaire. Aujourd'hui, le nombre de personnes sous-alimentées est en forte hausse. Selon le dernier rapport onusien sur la sécurité alimentaire, 783 millions de Terriens sont confrontés à la famine. C'est 120 millions de plus qu'en 2019, à cause du Covid-19 et de la guerre en Ukraine qui ont ralenti l'acheminement des denrées. Il y a donc en 2023 une détérioration préoccupante de la sécurité alimentaire pour les pays les plus pauvres.

[Retour à la table des matières](#)



## L'Inde interdit l'exportation de riz blanc non basmati

LA PRESSE – 28 JUILLET 2023 – SITE WEB

Par : André Duchesne

<https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/2023-07-28/l-inde-interdit-l-exportation-de-riz-blanc-non-basmati.php>

Depuis le 21 juillet, l'Inde a interdit l'exportation de riz blanc non basmati. En conséquence, le prix de cette denrée n'a jamais été aussi élevé. Selon une experte, cette décision est motivée par le droit à la sécurité alimentaire.

Que se passe-t-il au juste ?

Le 21 juillet, l'Inde a décidé d'interdire l'exportation de riz blanc non basmati. Cela, dit-on, dans le but d'assurer l'approvisionnement intérieur et ainsi ne pas exercer de pression sur les prix pour ses habitants. Dans la dernière année, le pays a perdu de précieuses récoltes en raison d'événements climatiques extrêmes, notamment des pluies diluviennes et des sécheresses.

Donc, l'Inde prend soin de ses habitants ?

C'est ce que croit Jessica Dufresne, avocate, doctorante en droit et spécialiste de la sécurité alimentaire. « L'Inde privilégie sa sécurité alimentaire nationale, dit cette experte qui enseigne à l'Université d'Ottawa. C'est bien beau, exporter, c'est bon pour l'économie. Mais le pays a beaucoup de gens à nourrir. » Selon elle, d'autres États pourraient aussi opérer un tel repli. « Ce n'est pas une mauvaise chose, dans une certaine mesure, poursuit-elle. Je ne dis pas qu'il faut arrêter tout commerce international, mais c'est sûr qu'il va falloir privilégier une sécurité alimentaire nationale pour que tout le monde ait suffisamment de ressources. »

Est-ce une nouvelle façon d'agir de l'Inde ?

Non, répond Mme Dufresne. « Le pays a plusieurs programmes pour répondre à son souci de sécurité alimentaire, dit-elle. On fournit des repas à l'école pour tous les enfants, on donne des cartes de rationnement aux veuves, aux personnes âgées, etc. Dans le passé, la Cour suprême a tapé plusieurs fois sur les doigts de l'État en disant que le droit à l'alimentation faisait partie de la Constitution. Et qu'il faut prendre les engagements nécessaires pour le protéger. »

Cela dit, quel est l'impact de la récente décision de l'Inde ?

Sans surprise, il y a une incidence immédiate sur les prix. Un récent article du quotidien britannique The Guardian indique que le prix de cette denrée a atteint un sommet dans les cinq dernières années, à savoir entre 421 et 428 \$ US la tonne métrique. En fait, les prix augmentent depuis plusieurs mois. L'autre impact est que cela crée une rareté et une course aux stocks. Des vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux montrent des gens vidant les étagères de riz dans des magasins, aux États-Unis.

L'Inde est donc un grand exportateur de riz ?

En fait, c'est le plus grand exportateur au monde avec 40,5 % du marché. L'Inde est suivie de la Thaïlande (15,3 %) et du Viêtnam (13,5 %). Pour l'exercice fiscal 2022, les exportations de riz non basmati équivalaient à 6,12 milliards US, comparativement à 4,8 milliards en 2021, indique



un tableau de Statista. Pour le riz basmati, la valeur était de 3,54 milliards en 2022 et 4,02 milliards en 2021. Avant 2021, la valeur des exportations indiennes de riz était supérieure pour le riz basmati à celle du riz non basmati. Le vent a tourné en 2021.

Donc, plusieurs pays seront touchés ?

En effet, l'Inde exporte du riz dans quelque 140 pays. Le Bénin, le Bangladesh, l'Angola, le Cameroun, Djibouti, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Népal sont des clients importants. L'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite sont des acheteurs de riz basmati.

Le Canada est-il client de l'Inde ?

Oui. Le Canada importe des dizaines de milliers de tonnes métriques de riz indien chaque année. En 2022, les importations ont atteint 88 229 tonnes métriques, selon Statistique Canada. Par contre, c'est des États-Unis que nous importons le plus de riz, à savoir 244 599 tonnes métriques en 2022. Le Canada exporte aussi du riz, soit 20 903 tonnes métriques en 2022.

Quelle est la situation au Québec ?

La situation est pour le moment calme, mais sous surveillance. Chez Aliments Sada inc., un important importateur d'aliments qui les revend en supermarché, le directeur général Abdul Habib indique que l'entreprise n'est pas touchée. « Heureusement, nous n'importons pas de riz de l'Inde, indique ce dernier, dont l'entreprise achète annuellement 600 tonnes de riz. Nous achetons notre riz [basmati] du Pakistan et d'autres types de riz d'ailleurs dans le monde. » De son côté, Goppy Sandhu, propriétaire des restaurants India Rosa et Sandhu sur le Plateau Mont-Royal à Montréal, dit suivre attentivement la situation. « On vient d'acheter une grosse commande sans être affecté. Mais la situation peut changer rapidement et les prix partir à la hausse. »

[Retour à la table des matières](#)



## **Nigeria : le président débloque 200.000 tonnes de céréales**

TV5MONDE – 31 JUILLET 2023 – SITE WEB

<https://information.tv5monde.com/afrique/nigeria-le-president-debloque-200000-tonnes-de-cereales-2662215>

Le président du Nigeria Bola Tinubu a annoncé lundi plusieurs mesures contre le coût de la vie, dont le déblocage de 200.000 tonnes de céréales après des pillages massifs de denrées alimentaires dans le nord-est du pays.

Depuis son investiture fin mai, le président Tinubu a pris une série de mesures économiques visant à relancer les investissements à long terme, mais avec de graves effets sur le portefeuille des ménages, aggravant la pauvreté dans la première économie d'Afrique.

Le mois dernier, le président a notamment mis fin aux subventions sur le carburant, faisant quadrupler les prix de l'essence, et fait monter indirectement en flèche les prix de produits alimentaires.

"Le prix du carburant a augmenté. Les prix des denrées alimentaires et autres ont suivi. Les ménages et les entreprises sont en difficulté", a-t-il reconnu ce 31 juillet dans un discours retransmis à la télévision. "J'aimerais qu'il y ait d'autres solutions. Mais ce n'est pas le cas."

Pour "réduire le fardeau" de la crise économique, le chef de l'État nigérian a promis au moins 240 millions d'euros pour le secteur agricole, 150 millions d'euros pour les PME et 90 millions d'euros pour le secteur manufacturier.

"J'ai (également) ordonné le déblocage de 200.000 tonnes de céréales provenant des réserves stratégiques", a-t-il déclaré, désireux d'expliquer ses décisions, un style qui contraste avec celui de son prédécesseur Muhammadu Buhari.

Le 30 juillet, un couvre-feu total a été instauré dans l'État d'Adamawa (nord-est) où des centaines d'habitants se sont livrés à des pillages massifs de magasins et d'entrepôts publics de stockage de nourriture, ont annoncé les autorités locales.

Mi-juillet, Bola Tinubu avait annoncé un "État d'urgence sur la sécurité alimentaire", promettant des investissements massifs dans l'agriculture, et des transferts d'argent aux plus pauvres.

Le Nigeria fait face à une grave crise économique depuis 2016, aggravée par la pandémie de coronavirus, puis l'offensive russe en Ukraine.

Près de la moitié de ses quelques 215 millions d'habitants vit dans l'extrême pauvreté (avec moins de 2 dollars par jour) en dépit de ses immenses réserves de pétrole.

Le nord-est du pays est particulièrement touché par l'insécurité alimentaire, alors qu'un conflit vieux de 14 ans entre l'armée et des groupes djihadistes y a déplacé des millions de personnes, et éloigné les fermiers de leurs terres.

[Retour à la table des matières](#)